



VAL-DE-MARNE  
EN COMMUN  
PCF ET CITOYEN.NES



**Fatiha Aggoune**

Présidente du groupe

**Nicolas Bescond, Pierre Garzon,  
Christine Janodet, Lamya  
Kirouani, Franck Mora,  
Flore Munk, Sokona Niakhaté,  
Évelyne Rabardel, Hocine  
Tmimi, Ibrahima Traore.**

# Egalité, solidarité, nos vœux les plus chers !

**À l'aube de cette année 2022, nous adressons aux Val-de-Marnaises et Val-de-Marnais nos meilleurs vœux de santé et d'épanouissement dans leurs projets. Avec l'espoir de refermer la page de la pandémie, grâce à l'esprit de responsabilité de nos concitoyen-nes et l'engagement des agent.es des services publics au premier rang desquels les personnels de santé. Et avec la volonté d'agir ensemble pour garantir l'égalité d'accès aux droits pour un vivre ensemble source d'émancipation et de bonheur.**

L'année 2021 aura été marquée également par l'arrivée de la droite au Conseil départemental.

Six mois ont passé, et derrière l'affichage d'une certaine continuité des politiques publiques départementales, les masques commencent à tomber avec la remise en cause de ce qui participait jusqu'à présent à garantir l'accès aux droits pour toutes les Val-de-Marnais-es.

L'idéologie des droites qui commence à se déployer, va modifier et bouleverser en profondeur les politiques publiques départementales telles que vous en bénéficiez, affaiblissant ainsi le niveau de service public rendu à la population. Indéniablement, cela affectera l'identité même du Val-de-Marne, en tentant d'en modifier sa sociologie et son « être ensemble ».

Au nom du dogme de la réduction de la dépense publique, le nouvel exécutif de droite s'emploie à effacer l'action singulière des politiques départementales utiles à toutes les Val-de-Marnais-es avec une attention soutenue envers les plus modestes.

Ainsi, la nouvelle politique du logement est révélatrice du cap politique assigné par Olivier Capitanio, au travers de son objectif de « faire demain du Val-de-Marne la référence en matière de qualité de vie en Ile-de-France ».

En interdisant de développer du logement locatif accessible dans les villes qui contribuent de longue date à faire respecter le droit au logement pour toutes et tous, la droite départementale fait le choix de conforter l'égoïsme de ses 24 maires hors-la-loi SRU.

Ce refus d'apporter réponse à la grande majorité des 95 000 demandeurs de logement sociaux Val-de-Marnais conduira inévitablement à chasser de très nombreux habitant-es hors du département.

En ces temps extrêmement difficiles pour nombre de familles, de salarié-es, de privés d'emploi ou de retraité-es, qui appellent à mettre la solidarité au cœur des priorités du département, le nouvel exécutif, sous couvert de faire des économies, affirme son cap antisocial.

Ainsi, les subventions de fonctionnement versées jusqu'à présent à l'ensemble des unions départementales syndicales du

Val-de-Marne viennent d'être amputées de 63%.

Ainsi, en matière d'information des Val-de-Marnais-es, la parution du magazine départemental est réduite de 11 à 8 numéros pour 2022. Argument avancé, "de fortes contraintes budgétaires", alors même que le Département a enregistré en 2021 un niveau de recettes fiscales sans précédent au travers des droits de mutations.

Élu.es du groupe Val-de-Marne en Commun « PCF et citoyen-nes », nous serons intransigeant-es face à toutes les manœuvres qui visent, coûte que coûte, à réduire l'action du service public départemental et ses politiques sociales.

Nous demeurerons également déterminé-es pour exiger que notre collectivité dispose des moyens financiers nécessaires au développement de ses missions de service public, pour un Val-de-Marne solidaire, écologique et innovant. ■

**Nous contacter :** [vdmencommun@valdemarne.fr](mailto:vdmencommun@valdemarne.fr)  
// 01 43 99 70 56  
**Nous suivre sur les réseaux sociaux :**  
[@Val-de-Marne en commun - PCF et citoyen.nes](#)